

## L'UFC face à l'austérité



La campagne des postes 2017 représentée, à l'UFC, la première alerte compte tenu du nombre très élevé de postes « gelés » d'enseignants et enseignants-chercheurs, 10 postes « gelés » sur 15 pour la seule UFR SLHS – c'est là qu'il y avait le plus de postes à la campagne. La méthode déjà éprouvée les années précédentes est en fait de décaler d'un an la mise au concours, un ATER coûtant moins cher. C'est l'ampleur prise cette année par la méthode qui inquiéta. Mais la surprise vint de la seconde salve lorsqu'on apprit à la fin novembre qu'il fallait revenir sur les maquettes dont l'élaboration avait pris tant de temps, et alors même que les directives émanant du ministère avaient été suivies. La nouvelle carte des formations avait pourtant été votée en juin par le CA ; où l'on peut voir que l'accréditation est le nouveau « jouet » de modulation qui peut faire des dégâts. L'UFR SLHS fut la première à qui la présidence, par le biais du VP CFVU, demanda une baisse horaire telle que le directeur décida que la solution était de diminuer le nombre de semaines de cours par semestre, 10 en L1 et 11 en L2, et de mettre en place des heures tutorées en L3 (100 heures étudiant = 12 heures enseignant). Dans le même temps, on demanda au directeur de SLHS d'envisager la fermeture des 4 formations, musicologie, italien, russe et traitement automatique des langues, sous prétexte de petits effectifs. La réaction face à ces nouvelles fut immédiate et importante de la part des étudiants comme des enseignants, qui se mobilisèrent dans les heures qui suivirent. Une AG comptant environ 600 personnes décida d'aller manifester devant et dans les locaux de la présidence alors que se tenait le CA portant sur la campagne des postes. L'arrivée des forces de l'ordre fut très rapide. Cependant, si la campagne des postes a bien été votée par le CA, ce qui n'a étonné personne, l'ampleur de la mobilisation a fait reculer l'équipe présidentielle sur la demande de fermeture des formations. Le président s'étant même insurgé que l'on puisse imaginer un semestre à moins de 12 semaines, nous sommes dès lors à juste titre étonnés qu'aucun moyen supplémentaire ne soit alloué pour permettre d'assurer des formations de qualité auxquelles ont droit tous les étudiants.

La presse grand public a relayé l'idée que tout s'était bien terminé puisque les formations ne fermaient pas. Pourtant, les demandes de réductions d'horaires sont toujours en pourparlers pour SLHS, et les autres UFR, sciences, droit-éco, sport, sont touchées à leur tour. Faut-il ajouter, car tout le monde le sait, que le public de l'université est en constante augmentation ? L'UFR SLHS de l'UFC a augmenté de 10 % son nombre d'étudiants cette année, et ce n'est que le début de la tendance. Cette année, le nombre d'heures allouées à SLHS se monte à 58 000, on nous demande de passer à 54 000 heures l'année prochaine, toujours moins avec de plus en plus d'étudiants.

Le président de l'UFC, Jacques Bahi, a fait sa campagne pour sa réélection en 2016 en répétant que les finances de l'université étaient saines, on est donc en droit de se demander pourquoi on en est arrivés là ? Évidemment, pour l'équipe actuelle, la non-prise en charge de la GVT par l'État est la mère de tous les maux ; sur ce point, on ne peut qu'être d'accord. Mais dès lors, les choix politiques qui découlent de cette situation deviennent essentiels. Et ici, comme ailleurs, les choix ne se sont pas portés sur les formations, *a fortiori* les licences et en particulier en lettres, langues et sciences humaines. L'excellence mise à toutes les sauces a conduit l'UFC à multiplier les CMI (cursus master en ingénierie) mangeurs d'heures et dont les petits effectifs ne sont, pour eux, pas du

tout remis en cause (18 au maximum en L1). Sous le prétexte d'un manque de liaison entre les formations et la recherche, plutôt que chercher à améliorer les conseils ou autres moyens existants, la présidence a fait le choix d'une nouvelle couche : les collégioms, nouveaux directeurs, nouvelles primes à financer. Quant à la Comue, qui n'a servi, comme dans tant d'endroits, qu'à obtenir l'I-SITE, elle finit par coûter cher aux établissements car, quoi qu'on ait voulu nous faire croire, ceux-ci participent à son fonctionnement. Donc, comme cela a déjà été abondamment démontré, un petit nombre va en bénéficier, pour les autres, nous en vivons en direct certains effets délétères.

Le dernier épisode pour cette année s'est joué le vendredi 16 décembre, jour où la présidence a décidé de tenir le CA votant le budget, jour des vacances de Noël ! La faible mobilisation et l'habituelle majorité présidentielle qui ne débat à peu près jamais de rien ont permis le passage sans difficulté du budget en l'état. ●

*Sylvie Bepoix, UFR SLHS université de Franche-Comté*

## L'IDEX, à reculons



L'actuelle Comue de Lyon (UdL) a déposé le 29 novembre dernier un dossier de candidature auprès de l'ANR dans le cadre des appels à projets IDEX 2. Les conseils d'administration des douze établissements

membres ont été invités à entériner ladite candidature dans un climat tendu marqué par de fortes pressions de la part des présidents et des directeurs. Le conseil d'administration de Lyon 3 a même été invité à revoter après un premier vote négatif essuyé par la présidence le 21 novembre ! Partout dans les établissements membres, les votes des CA se sont faits au mépris de l'opinion et des intérêts des personnels, enseignant.e.s et étudiant.e.s, majoritairement sceptiques à l'égard de la pseudo-démarche d'« excellence » des IDEX, et inquiets des projets de fusion rampante qui l'accompagnent. Une lettre ouverte a été adressée au jury IDEX le 2 décembre pour souligner que le projet actuel n'est ni partagé ni soutenu par la communauté universitaire lyonnaise et stéphanoise. Il n'est guère défendu que par les douze chefs d'établissement et les conseils d'administration qu'ils contrôlent. ●

*Philippe Guy, secrétaire de section INSA-Lyon  
et Anne Roger, secrétaire de section Lyon 1*

## Victoire partielle contre l'austérité !

L'université de Rouen avait décidé de geler les trois quarts des postes d'enseignants-chercheurs pour la campagne d'emplois 2017, ainsi qu'un bon nombre de postes Biatss, afin de diminuer les dépenses de masse salariale.



Comme la situation financière de l'établissement n'est pas menacée (fonds de roulement de 23 millions d'euros), nous estimons, à la FSU en particulier, que cette proposition constituait un signal d'acceptation du dogme libéral selon lequel l'emploi public est une variable d'ajustement budgétaire qui doit s'adapter à une conjoncture plus ou moins contrainte. En l'occurrence, des dépenses liées à l'entretien de locaux vétustes... ou neufs mais présentant des malfrçons !

À la suite de la mobilisation importante des personnels et du blocage du CA en décembre, le président a finalement accepté d'engager le dialogue et a annoncé sa proposition de publier 20 postes d'enseignants-chercheurs supplémentaires sur la campagne d'emplois 2017.

Nous en prenons acte, tout en continuant à exiger la publication de tous les postes vacants et la création effective des 11 postes attribués par le ministère. ●

*Pierre-Emmanuel Berche, section locale*